

PERSPECTIVES COMMERCIALES

L'ACCA EST LE **PORTE-PAROLE** DES EXPORTATEURS AGROALIMENTAIRES DU CANADA



Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire



Elxn44 et perspectives sur le commerce international

À la suite de la 44^e élection fédérale, le gouvernement libéral réélu ayant mis en place son cabinet ministériel et prononcé le discours du trône, le Parlement a repris ses activités. Les partis d'opposition ont également nommé leurs ministres/critiques fantômes. Par la suite, les comités seront rappelés au travail. On pourra trouver d'autres renseignements à ce sujet dans la section Retour du Parlement plus bas.

Par ailleurs, on signale que les difficultés des chaînes d'approvisionnement en matière de logistique continuent de freiner la reprise mondiale. Plusieurs produits sont en rupture de stock, notamment dans le secteur de l'automobile, celui des produits industriels et de consommation et autres. On ne rapporte heureusement pas de pénuries alimentaires à grande échelle, et les augmentations de prix sont liées à la hausse de l'inflation qui est à son plus haut depuis 20 ans.

Toutefois, la nécessité pour les exportateurs de collaborer avec les gouvernements en vue de démontrer le rôle positif que le commerce libre et ouvert peut jouer dans la création d'emplois et le soutien à la reprise économique va demeurer une priorité majeure. La CM12 étant reportée (voir l'information à ce sujet plus bas), le travail visant à assurer le maintien d'un vigoureux système commercial international doit se poursuivre.

AUTRES LECTURES SUGGÉRÉES

- [À Washington, Justin Trudeau martèle son plaidoyer pour éviter le protectionnisme | Le Devoir](#)
- [Biden adhère à la guerre commerciale du bois - WSJ](#)
- [L'inflation frappe les plus vulnérables au Canada. Il est temps qu'Ottawa s'en mêle. | The Star](#)



LE CABINET MINISTÉRIEL MAINTENANT EN PLACE

Dans le cadre de ce que certains observateurs politiques ont qualifié de grand « remue-ménage », le premier ministre Justin Trudeau a [dévoilé](#) son plus récent Cabinet à la fin octobre. Dans la plupart des cas, les ministres concernés par les préoccupations de l'ACCA sont demeurés en place, à l'exception d'un changement au sein du ministère des Affaires étrangères :

- Justin Trudeau, premier ministre du Canada
- Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances
- Mary Ng, ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique
- Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères
- Marie-Claude Bibeau, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
- François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie

On peut consulter [ici](#) la liste complète des membres du Cabinet. Avant la formation de ce dernier, l'ACCA a écrit une lettre au premier ministre suggérant divers points à inclure dans les lettres de mandat de certains ministres. Voir [ici](#) les recommandations à ce sujet.

SUIVI SUR LE COMMERCE

Le Canada estime que le succès des pourparlers bilatéraux est un facteur important pour l'adhésion du Royaume-Uni au PTPGP

Espérant maintenir leur pouvoir de négociation, les représentants canadiens ont [signalé](#) que la poursuite des pourparlers bilatéraux avec le Royaume-Uni sera prise en compte dans la décision du Canada de soutenir la demande d'adhésion du RU au PTPGP. Un porte-parole de la ministre Ng a précisé qu'on s'attend à ce que les deux démarches se déroulent parallèlement.

L'ACCA suit de près les deux processus et va demeurer constamment en contact avec les représentants et les autres décideurs politiques.

Lancement des négociations de libre-échange entre le Canada et l'ANASE

À la mi-novembre, le Canada a officiellement [lancé](#) des négociations de libre-échange avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Bien que le Canada ait déjà librement accès aux marchés de quatre des 10 pays de l'ANASE (Brunei, la Malaisie, Singapour et le Vietnam) par le biais du PTPGP, les marchés plus vastes de l'ANASE comportent de nombreuses opportunités prometteuses d'exportation, notamment en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande.

Le président de l'ACCA, Dan Darling, s'est réjoui dans un [communiqué](#) du lancement de ces pourparlers et a signalé que « ... nous estimons depuis longtemps que ces derniers devaient figurer parmi les principales priorités du Canada en matière de négociations commerciales en Asie du Sud-Est ».

En effet, ce marché de 640 millions d'habitants avec un PIB de 3,6 trillions \$ représente pour les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires un énorme potentiel auprès des marchés dynamiques et en pleine croissance de l'ANASE. Plusieurs segments de l'agriculture et de l'agroalimentaire vont bénéficier d'un traité ambitieux entre le Canada et l'ANASE, notamment les secteurs du canola, du bœuf, du porc, des céréales, des légumineuses, du malt, et des produits transformés. La suppression des barrières tarifaires et non tarifaires peut également offrir une opportunité pour les produits contenant du sucre et les produits alimentaires transformés.

Nous avons l'intention de collaborer étroitement avec les négociateurs canadiens au cours du déroulement de ces négociations.

Le G20 et le Sommet sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale

À la fin octobre, le Sommet sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement mondiale organisé par le président des États-Unis, dans le cadre du Sommet des dirigeants du G20 à Rome, en Italie. Dans un [communiqué](#), le premier ministre Justin Trudeau a énoncé une mise en garde contre les mesures protectionnistes et les pratiques commerciales discriminatoires et a souligné la nécessité de garantir un contexte commercial prévisible pour assurer l'application et le respect des règles commerciales internationales. Il a également mentionné les efforts du Canada dans la modernisation de l'OMC par le biais du Groupe d'Ottawa.

Les discussions visant à reprendre les négociations de libre-échange entre le Canada et l'Inde se poursuivent

Selon des articles parus dans certains [médias](#) qui rapportent des déclarations officielles de hauts-fonctionnaires, le Canada et l'Inde s'appêtent progressivement à reprendre leurs négociations de libre-échange, lesquelles stagnent depuis longtemps.

Alors que l'Inde tente de redémarrer et revitaliser son réseau en matière de libre-échange, le Canada fait partie des pays ciblés avec le Royaume-Uni, l'UE, l'Australie et les Émirats arabes unis.

Le haut-commissaire adjoint de l'Inde au Canada a confirmé que les négociateurs des deux pays ont tenu quatre réunions de consultation au cours de la dernière année par téléconférence et qu'au cours de la plus récente, en octobre, des propositions préliminaires ont été formulées en vue d'une « suite possible ».

Ce sont de bonnes nouvelles potentielles pour divers exportateurs agroalimentaires et il s'agit d'une priorité commerciale que nous discutons avec les responsables canadiens.

Les ministres de l'APEC soulignent le rôle que le commerce international peut jouer dans la reprise mondiale

Au cours d'une réunion virtuelle de deux jours organisée par la Nouvelle-Zélande au début de novembre, les ministres de tous les pays de l'APEC ont manifesté leur appui à la contribution primordiale du commerce international en ce qui a trait à la création d'emplois à long terme, ainsi qu'à la croissance durable et inclusive dans la région de l'Asie-Pacifique. Dans une [déclaration commune](#), les ministres ont convenu que le commerce doit être « un pilier du développement et de la future prospérité de notre population ». Ils se sont également engagés à travailler ensemble dans le but « d'assurer que notre environnement commercial et financier soit libre, ouvert, équitable, non discriminatoire, transparent et prévisible ».

Des engagements ont aussi été pris en vue de garder les marchés ouverts, de minimiser les perturbations au sein des chaînes d'approvisionnement, d'appuyer la poursuite des négociations et la ratification d'accords commerciaux et de soutenir la modernisation et la réforme de l'OMC.



**12^{ème} CONFÉRENCE
MINISTÉRIELLE DE L'OMC**
GENÈVE 2021
COORGANISÉE AVEC LE KAZAKHSTAN



MC12
GENÈVE
2021

SUIVI SUR L'OMC

Report de la CM12

Vers la fin novembre, la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okongo-Iweala, a annoncé le [report](#) de la 12^e Conférence ministérielle (CM12). L'annonce a été faite à la suite d'une éclosion d'une nouvelle souche hautement transmissible du virus de la COVID-19 qui a conduit plusieurs gouvernements à imposer d'importantes restrictions de voyage, lesquelles auraient empêché de nombreux ministres de se rendre à Genève. Aucune date n'a été officiellement fixée pour le report de la CM12. C'est la deuxième fois que la CM12 doit être ajournée en raison de la pandémie. La conférence devait initialement avoir lieu en juin 2020 à Nour-Soultan, au Kazakhstan.

Les attentes étaient élevées relativement à divers dossiers d'importance à la CM12, notamment une déclaration possible sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, une discussion sur le rétablissement de l'Organe d'appel et peut-être même une avancée sur des enjeux particuliers relatifs à l'agriculture et à l'agroalimentaire. Nous allons continuer de suivre de près l'évolution des dossiers concernant l'OMC, y compris le calendrier de la CM12.

Les négociateurs de l'agriculture examinent le projet de texte révisé

Malgré le report de la CM12, le Comité de l'agriculture s'est réuni à la fin novembre afin de discuter du meilleur moyen de réduire les écarts qui subsistent, dans le but d'arriver à une proposition « équilibrée et réaliste ». Alors que le projet de texte actuel n'est pas aussi ambitieux que bon nombre le souhaiteraient, il est positif de constater que les membres s'efforcent d'arriver à des résultats sur les enjeux sensibles, dont le soutien interne et les autres mesures qui ont des effets de distorsion sur le commerce. Nous surveillons de près les propositions qui sont avancées et nous ferons connaître le point de vue de l'ACCA aux représentants canadiens.

Pour plus d'information à ce sujet, cliquer [ici](#).

LE RETOUR DU PARLEMENT

Les Conservateurs nomment les ministres de leur Cabinet fantôme

Après la nomination du Cabinet du premier ministre Justin Trudeau, le chef du parti conservateur, Erin O'Toole, a procédé à la nomination de son propre Cabinet fantôme. Les principaux mandats d'intérêt pour l'ACCA sont les suivants :

- John Barlow, ministre fantôme, Agriculture, Agroalimentaire et Sécurité alimentaire
- Michael Chong, ministre fantôme, Affaires étrangères
- Ed Fast, ministre fantôme, Innovation, Sciences et Industrie
- Randy Hoback, ministre fantôme, Commerce international et Résilience de la chaîne d'approvisionnement
- Lianne Rood, ministre fantôme, Développement économique rural et Stratégie sur la large bande rurale

Consulter [ici](#) la liste complète du Cabinet fantôme.

Retour de la Chambre et discours du trône

Deux mois après l'élection fédérale de 2021, le Parlement a repris ses activités le 22 novembre juste avant le discours du trône du 23 novembre.

Parmi les premiers points à l'ordre du jour figurait l'élection du président de la Chambre, soit le député libéral Anthony Rota qui a été réélu à ce poste. M. Rota est un député de longue date, respecté de ses collègues de tous les partis pour son impartialité et son respect des traditions parlementaires.

L'autre point important à l'ordre du jour fut la lecture du [discours du trône](#) par la nouvelle gouverneure générale, Mary Simon. Le discours intitulé Bâtir une économie résiliente : un avenir plus propre et plus sain pour nos enfants, dévoilait diverses priorités du gouvernement, dont la lutte contre la pandémie, la reprise économique, la lutte contre les changements climatiques et la réconciliation avec les peuples autochtones.

En ce qui concerne le commerce international, le discours du trône signalait que « la prospérité du Canada – et les emplois de la classe moyenne – dépend de la préservation et de l'expansion des échanges commerciaux ouverts et fondés sur des règles, ainsi que de la solidité et de la résilience de nos chaînes d'approvisionnement ». Le discours n'a pas abordé directement le commerce des produits agroalimentaires.

Les premiers documents législatifs ont également été présentés. Ils portent sur la poursuite des aides associées à la pandémie offertes aux entreprises et aux citoyens. On passera ensuite à la composition officielle des comités permanents qui jouent un rôle particulièrement important en présence d'un gouvernement minoritaire. La Chambre des communes sera en pause pour les Fêtes à compter du 17 décembre et reprendra ses activités à la fin janvier.

Nous allons continuer de vous transmettre le suivi des activités parlementaires à mesure où elles seront rendues publiques.

NOUS JOINDRE

Suite 1207, 350 Rue Sparks
Ottawa, ON K1R 7S8
Canada

1-613-560-0500
info@cafta.org